



Allocution du Président du Parlement d'Andorre

M. Vicenç MATEU

31 août 2015

Monsieur le Président de l'Union interparlementaire,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, je voudrais féliciter l'UIP pour le débat. La démocratie, la paix et le développement durable sont des valeurs essentielles que nous devrions tous partager.

Néanmoins, la formulation du débat semble donner comme certain que le peuple doit nécessairement souhaiter construire un monde où la démocratie serait au service de la paix et du développement durable. Et c'est peut-être le cas : il est fort possible que tout citoyen agissant pour l'intérêt général souhaite que sa liberté d'opinion et l'exercice responsable de son droit de vote ne soient pas mis au service de l'intolérance, de l'absence de liberté, du conflit ou de l'épuisement des ressources.

Mais il est évident que malgré cette affirmation de caractère général, des héritages historiques parfois malheureux et le jeu plus ou moins clair des intérêts économiques font que la situation réelle est toute autre. Bien souvent, les décisions des parlements ne servent pas la paix et le développement durable.

Si on élargit notre regard, c'est évident qu'il nous reste beaucoup de chemin à parcourir. D'une part, il reste beaucoup à faire pour atteindre le respect universel des droits de l'homme et des principes démocratiques, au-delà des adjectifs utilisés pour les qualifier ou des contraintes auxquels ils sont soumis. Il faut, en tenant compte des circonstances historiques et culturelles particulières à chaque pays, que la démocratie formelle devienne une réalité universelle, conformément au vieux rêve kantien.

D'autre part, nous devons également, là où la démocratie est déjà en vigueur, veiller à en corriger les défauts et à en améliorer le fonctionnement. Dans ce sens, je voudrais souligner la pertinence du rapport *Les défis pour les parlements d'aujourd'hui*, qui contient des pistes intéressantes pour donner une nouvelle vie à la démocratie représentative.

Si vous me le permettez, je voudrais profiter de cette occasion pour me faire l'écho d'un certain danger pour la démocratie venant non pas d'ennemis extérieurs, comme les régimes absolutistes ou les divers totalitarismes, mais plutôt d'une acceptation résignée s'accommodant d'une démocratie peu exigeante et désorientée qui semble renoncer à ses principes.

Le professeur Boada nous alertait il y a peu sur le paradoxe d'une démocratie sans pensée critique. Il nous rappelait que, suivant les idéaux des Lumières, la démocratie ne peut être possible qu'avec une confiance pleine dans les possibilités de l'homme et aussi avec la conviction qu'une bonne formation, obtenue par la patience et l'effort, est l'unique moyen d'arriver à maîtriser l'exercice de la pensée, condition nécessaire à la liberté individuelle et à l'autonomie de la conscience.

Aujourd'hui, l'un des dangers pour la démocratie viendrait de l'intérieur, du fait de considérer comme acquis ce qui avait été pendant longtemps un objectif à atteindre, parce que nous tendons à considérer que la liberté et l'autonomie des individus font partie de la condition humaine, qu'elles ne requièrent aucun effort de notre part.

Il est indéniable que nous vivons un moment de bouleversements technologiques, qui ne modifient pas seulement notre façon de communiquer, mais aussi le contenu des communications. La thèse de McLuhan nous apparaît quasiment comme une prophétie. En effet, le médium peut déterminer la qualité du message, et le message lui-même. Nous vivons à l'ère des images, des écrans, de l'instantané, de l'urgence. Dans une sorte de présent virtuel sans racines ni projection.

Mais l'image n'a de signification que si elle se réfère à un discours préalable, et les discours sont toujours des pensées articulées de façon linguistique. C'est uniquement le langage qui nous donne la capacité d'argumenter, de construire ensemble, au-delà de l'expression individuelle et subjective, au-delà de l'opinion ou du *feeling* de chacun, comme dirait Finkielkraut.

Nous pourrions donc nous demander qui contrôle ces discours, sous-jacents à une démocratie formelle faite d'images et d'immédiateté.

Mesdames et Messieurs les Présidents,

notre conviction est qu'il n'y a pas de démocratie sans démocratisation ou sans une certaine généralisation sociale de la pensée critique. La pensée critique nous permet d'avoir accès au discours, et arriver à l'exercice de la pensée requiert des efforts, individuels et collectifs.

Nous ne devons pas accepter que pour universaliser la démocratie nous devons la galvauder au point d'en rendre ses principes méconnaissables.

Restons vigilants. De l'éducation en général et de notre capacité, linguistique et de réflexion, et d'aller au-delà de l'intégration sans réserve de toute nouvelle technologie, dépendra la qualité de notre démocratie et notre condition d'hommes - et de femmes - libres.

Je vous remercie de votre attention.